

20. demande mise à jour 32923

Mise à jour des réclamations, plus de preuves d'activités illégales

Par Anna Von Reitz

Transmis à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005 - 19 janvier 2023, en seq:

Estimations conservatrices non alignées des dommages causés à la population non nationale par le DOD, l'INC. En violation des traités internationaux, des contrats de service et de la décence commune:

<https://www.technocracy.news/vax-damage-26-6-million-injured-1-36-million-disabled-300k-excess-deaths/>

Nous réitérons notre appel à la liquidation immédiate de DOD, INC., Ses franchises et sa société mère, la United States of America Corporation, qui a permis à ce sale profit de guerre destructeur de se dérouler au nom de "Public Health".

Nous souhaitons également la liquidation de l'OMS, de l'INC. Et de la BANQUE MONDIALE, qui ont toutes deux participé à cette "guerre" mercenaire contre des populations civiles innocentes non domestiques et ont cherché à s'enrichir et à s'opposer injustement aux droits et intérêts substantiels des vivants. gens.

Ces sociétés n'ont aucun droit naturel d'exister et dans le cadre de notre accord pour les laisser exister, il est du droit et de la responsabilité du Pape de liquider toutes ces sociétés destructrices prises dans des activités illégales. Cela est requis comme condition de leur existence en vertu de la loi ecclésiastique, après quoi nous portons ces accusations et réclamations contre les contrevenants devant la Cour de chancellerie du Vatican.

La réclamation commerciale contre ces sociétés s'élève désormais à \$ 266 000 000 000 000 000 000 d'or. Cette dette est due pour la destruction gratuite de nos actifs par des forces commerciales mercenaires illégales et illégales déployées en tant qu '"officiers en uniforme" par le gouvernement

britannique territorial des États-Unis agissant en tant que DOD, INC., Propriétaire et exploitant du NIH, CDC, FDA, et d'autres entités constituées qui ont été complices de ces crimes horribles contre l'humanité.

Nous souhaitons que les sociétés municipales incriminées soient liquidées et que tous les biens en leur possession soient restitués à notre administration directe sans autre adieu.

Nous souhaitons que les "congrès" territoriaux et municipaux qui sont également détenus et exploités en tant que sociétés, soient retirés des sièges du Congrès de la République fédérale américaine à Washington, DC, et empêchés de façon permanente d'assumer tout contrôle ou droit substantiel de possession lié à nous, nos actifs et notre crédit.

Ces organisations et individus ont menti au public américain qu'ils sont censés servir, ont usurpé l'identité des Américains en violation du droit international, n'ont pas fourni les services stipulés de leurs contrats de service d'origine, et ont en effet cherché à se soustraire à leurs obligations contractuelles et ont conspiré contre le Constitutions fédérales à des fins d'autopromotion et de racket.

Sur quoi nous considérons toute obligation correspondante de payer ces mécréants ---- séparés.

Leurs sociétés habitant le district de Columbia et les environnements étrangers associés doivent être liquidées et les étrangers responsables de leur mauvaise gestion criminelle doivent être au chômage.

Toutes ces activités illégales visant à nuire physiquement et à frauder leurs employeurs, à se soustraire à leurs obligations contractuelles et à accéder illégalement à notre crédit sans notre autorisation et sans contrat écrit - doivent être considérées comme encore plus de preuves d'activités illégales, d'intention criminelle et de cause à la fois pour liquider ces sociétés municipales et arrêter les agents territoriaux responsables.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

29 mars 2023

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 22:27:36 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:11:48 by Bryan